



INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



Revue de presse

7 septembre 2016

Le litige foncier sur le terrain d'Andohatapenaka, qui oppose l'ancien Président Marc Ravalomanana et le régime actuel, continue de défrayer la chronique. En effet, le maire de la capitale, Lalao Ravalomanana a annoncé hier, lors d'une conférence de presse, qu'elle envisageait de porter plainte contre les responsables du « forcing » opéré sur le domaine. Par ailleurs, le Mouvement pour la liberté d'expression a été largement repris par les journaux parus ce jour.

Politique interne

MOUVEMENT POUR LA LIBERTE D'EXPRESSION : LA COLLECTE DE SIGNATURES SE POURSUIT

Les membres du Mouvement pour la liberté d'expression (MLE) ont tenu une réunion hier, à l'issue de laquelle il a été décidé de la poursuite de la collecte de signatures auprès des simples citoyens, en vue de contester la promulgation du Code de la communication. En effet, après la pétition organisée le 3 septembre dernier à Analakely, le MLE prévoit d'effectuer une descente dans la capitale de la région Boeny, samedi prochain. Parallèlement, une pétition sera lancée à travers les réseaux sociaux ainsi que sur les ondes des radios qui diffusent le « Hetsika miaramanona ». 11 090 signatures ont été récoltées après ce premier coup d'envoi, mais les membres du Mouvement ont exprimé leur volonté d'en recueillir le quadruple, afin de démontrer aux tenants du pouvoir que les Malgaches s'insurgent contre le « forcing perpétré par le régime en place » concernant ce texte. (Midi Madagasikara p.2 ; La Gazette de Madagascar p.3 ; La Vérité p.2 ; Les Nouvelles p.3)

CAMP DE L'OPPOSITION : UNE MANIFESTATION POUR INTERPELLER LES TENANTS DU POUVOIR

Les partis membres de l'opposition ont tenu une réunion, hier aux 67Ha. Cette rencontre visait à mettre en place une nouvelle stratégie destinée à interpellier les tenants du pouvoir qui continuent, selon eux, de faire la sourde oreille face aux multiples revendications socio-politiques en cours. Plusieurs leaders politiques, dont le Pr Raymond Ranjeva, président du « Hetsika Vonjy Aina », Emile Razafimanantany, représentant du mouvement « Antso ho fanavotam-pirenena » ou AFP, Edouard Tsarahame, ancien membre du Congrès de la Transition, Harinaivo Rasamoelina, membre du Groupement des Partis politiques de l'Opposition et l'ancien ministre de l'Intérieur, Masimana Manantsoa ont répondu présents à cette rencontre. Il a été décidé que l'alliance tiendra une grande manifestation publique dans les jours à venir. Aucun détail sur la date et le lieu où se tiendra cette manifestation n'a été révélé pour le moment. (Midi Madagasikara p.3)

- *Midi Madagasikara s'interroge sur les probabilités que cette rencontre ait un lien avec les manifestations prévues par la plateforme politique « Mitsangana ry Malagasy », samedi prochain. En effet, le quotidien rappelle la présence effective de leaders politiques à la première manifestation organisée par le « Mitsangana ry Malagasy » aux 67Ha. (p.3)*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



LITIGE FONCIER ENTRE MARC RAVALOMANANA ET L'ETAT : LA CUA ENTEND PORTER PLAINTE

Suite aux événements survenus au terrain d'Andohatapanaka dans la nuit du 5 septembre dernier, Lalao Ravalomanana, mairesse de la capitale a fait savoir hier, par le biais de la presse, son intention de porter plainte, sans pour autant préciser les cibles de son action. Pour rappel, des éléments des forces de l'ordre se sont introduits dans le domaine afin de récupérer trois camions qui y étaient alors placés en fourrière. Lalao Ravalomanana a ainsi déploré « les violences et voies de fait commises à l'encontre de la Commune urbaine d'Antananarivo », des actes qu'elle qualifie d'abus de pouvoir. En effet, l'émissaire du ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Equipement a enfoncé manu-militari le domaine et ce, sans acte justificatif, à une heure tardive et en invoquant verbalement l' « intérêt public » comme motif de cette intervention. De leur côté, les représentants de l'Etat conduits par le Colonel Ramiaramanana, responsable auprès du ministère de l'Aménagement du territoire, soutiennent que les véhicules dont ils se sont emparés, leur appartient. Ces véhicules venaient effectuer des livraisons de matériaux de construction sur le chantier du projet présidentiel qui concerne le transfert de la gare routière vers Andohatapaneka, quand ils ont été mis en fourrière sur ordre de l'ancien Président Marc Ravalomanana. En réponse, la mairesse Lalao Ravalomanana a soutenu que les camions étaient dépourvus des papiers nécessaires les autorisant à circuler. (L'Express de Madagascar p.3 ; Madagascar-Laza p.2 ; Les Nouvelles p.3 ; Madagascar Matin p.4) Pour sa part, le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Equipement a dénoncé le caractère illégal de l'offre faite par le groupe Tiko détenu par Marc Ravalomanana, à utiliser ce terrain d'Andohatapanaka pour servir de fourrière ou de parking. Une offre qui avait été acceptée par les conseillers municipaux. (La Vérité p.3)

- **L'Express de Madagascar** estime que ce remue-ménage est le reflet de la manière déplorable avec laquelle les affaires publiques sont gérées et du non-respect des lois en vigueur. (p.3)
- Sur un ton alarmiste, **La Gazette de la Grande Ile** annonce que la guerre entre les deux entités est déclarée et leur divorce officiel. Selon le quotidien, Marc Ravalomanana ne semble pas apprécier le « régime autoritaire qu'il avait lui-même appliqué ». (p.4)
- Le ministre en charge des Projets présidentiels constate dans cette décision de Lalao Ravalomanana, l'influence exercée par son mari sur elle depuis son élection en 2015. (La Vérité p.3)
- De l'avis de **Les Nouvelles**, ce qui devait être une simple affaire de litige foncier est en train de devenir un règlement de comptes entre la Commune urbaine d'Antananarivo et le pouvoir central. Le quotidien de faire remarquer que le litige entre le Colonel Joseph Ramiaramanana, ancien Président de la délégation spéciale de la ville d'Antananarivo, date de la période de la passation de pouvoir à la tête de la CUA. Ce dernier serait en train de prendre sa revanche après le « forcing » opéré par les époux Ravalomanana lors de la passation. (p.3)
- Pour sa part, **Madagascar Matin** soutient que Marc Ravalomanana, ne pouvant plus compter sur ses partisans du parti TIM, a eu « l'idée lumineuse d'envoyer des agents de la CUA comme chair à canon, au cas où » (p.5)
- **L'Observateur** fait remarquer que Marc Ravalomanana en a fini avec son double langage, car l'ancien homme fort malgache a osé dénoncer, sans ambages, le caractère

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



dictatorial du régime en place. (p.3)

- **Tia Tanindrazana** dénonce le « comportement déplacé et déconcertant des tenants du pouvoir à l'encontre d'une CUA pleine de bonnes volontés à développer et à redresser la ville ». Le quotidien fait, par ailleurs, remarquer que les émissaires du ministère de l'Aménagement du territoire, par leurs actes, ont violé la loi. En effet, d'une part, rappelle-t-il, les camions saisis par la Commune et récupérés par le ministère étaient dépourvus de documents leur permettant de circuler et d'autre part, ils ont investi les lieux sans fournir de mandat. (p.3)

RETARD DU PAIEMENT DES SUBVENTIONS COMMUNALES : L'ASTAFIM SORT DE SON SILENCE

Plusieurs mois se sont écoulés sans que les Communes ne reçoivent les subventions qui leur sont dues. Face à cette situation, les 53 maires, membres de l'Association des jeunes œuvrant pour le développement local (ASTAFIM) sont sortis de leur silence, à l'occasion de leur rencontre avec le président du Sénat, hier au palais d'Anosikely. Ce fut l'occasion pour le président de la Chambre Haute, Honoré Rakotomanana de rassurer que les responsables sont à pied d'œuvre pour assurer le déblocage des subventions des communes. En outre, les deux parties ont discuté de leur collaboration pour le développement du pays. Honoré Rakotomanana a ainsi mis l'accent sur l'importance de déterminer les besoins prioritaires de la communauté, pour que le développement durable soit effectif. (Madagascar-Laza p.2 ; Les Nouvelles p.4)

Economie et société

GREVE DES ENSEIGNANTS PUBLICS : RENTREE SCOLAIRE INCERTAINE

Les syndicats des enseignants des lycées publics, y compris l'ANEFFA ou « Association des enseignants fonctionnaires Fram en activité », menacent de reprendre la grève. Et pour cause, les revendications adressées aux responsables étatiques sont demeurées sans réponse depuis plusieurs mois. Ces réclamations portent sur l'augmentation des subventions des enseignants Fram, le paiement des vacations ou encore le recrutement en tant que contractuels des employés au niveau de la Circonscription scolaire et de la Direction régionale de l'éducation nationale. Elidiot Randrianjafy, président du Syndicat a souligné que les enseignants vont s'engager sur une voie plus radicale face à l'immobilisme des responsables concernés. Le 26 septembre prochain, jour de la rentrée des écoles publiques, les enseignants membres de l'ANEFFA observeront une grève illimitée à travers tout le pays, au cas où leurs revendications ne sont pas satisfaites. Il a laissé entendre la possibilité d'une année blanche. Il apparaît pourtant, que du côté du ministère des Finances et du Budget, les sommes qui font l'objet de revendications ont déjà été débloquées, mais n'ont pas encore été dispatchées par les responsables. (La Vérité p.11 ; Les Nouvelles p.5)

Communauté internationale

REVENDEICATION DES ILES EPARSEES : L'ASSOCIATION NOSY MALAGASY REMET SES RESOLUTIONS AUX NATIONS UNIES

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





INCIPALS

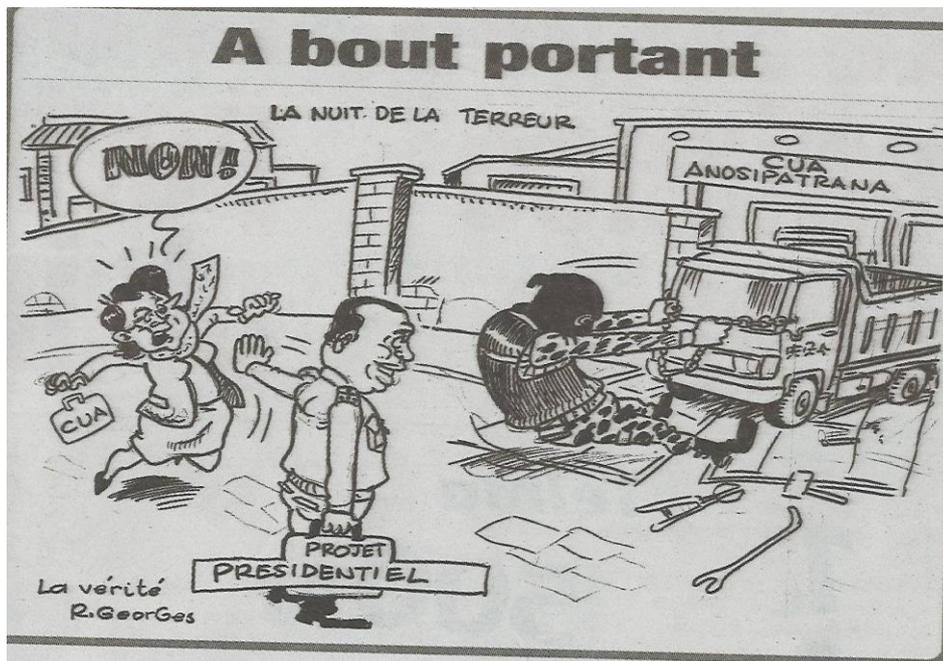
Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,
Leadership et Stabilité



L'Association Nosy Malagasy, œuvrant dans la lutte pour la restitution des Îles éparses a annoncé que les résolutions y afférentes ont été transmises aux Nations Unies au cours de ce mois de septembre. Le sujet sera évoqué lors de la prochaine Assemblée générale des Nations Unies, qui débutera sa session régulière le 13 septembre prochain, avec la participation du Président Hery Rajaonarimampianina. Arlette Ramaroson, présidente de l'ANM a sollicité l'appui du Président de la République à cette revendication car, selon elle, il s'agit des desiderata du peuple malgache. Elle a, en outre, fait appel au gouvernement malgache pour consacrer l'accord de restitution des Îles éparses avec le gouvernement français. Elle a, par ailleurs, tenu à assurer que l'association qu'elle représente est exempte de tout mobile politique et ne veut obtenir gain de cause qu'à travers un règlement juridique et pacifique de l'affaire. La présidente de l'ANM a, cependant, déploré qu'aucune action concrète n'ait été engagée depuis l'avènement des deux résolutions onusiennes de 1979, accordant à Madagascar la pleine propriété des Îles éparses et encourageant fermement leur restitution. (**Midi Madagasikara p.3 ; La Vérité p.2**)

- Vu le contexte sociopolitique actuel, tout porte à croire que la question relative aux Îles éparses ait été reléguée au second plan, déplore **La Vérité**. Le quotidien d'ajouter que, même si le Président sera présent à l'Assemblée générale de l'ONU, rien ne garantit qu'il ait l'intention d'évoquer le cas des Îles éparses. (**p.2**)

Un peu d'humour



La Vérité p.2

Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: tiaray.randriamalala@eces.eu

Mirana RAZAFINDRAZAKA: mirana.razafindrazaka@eces.eu

Site web: www.incipals.eu

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

